



Décision individuelle N° 2020-262

Pétitionnaire : société HBG France (marque Hélicoptères de France) pour le compte de la SARL GUIDO
Adresse : Siège d'exploitation - Aérople BP1, 05130 TALLARD
Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national
Intitulé du projet : héliportage de matériels pour la réalisation des travaux d'aménagement et de réfection
Localisation : refuge du Lac d'Allos, parcelle n°14 section D commune d'Allos

La directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'avis conforme n°2018-351 du 03 septembre 2018 autorisant des travaux d'aménagement d'un local technique, de réfection de la toiture et d'installation de capteurs photovoltaïques au refuge du Lac d'Allos,

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 14 septembre 2020 par Monsieur HEIB Dominique, chef de base au sein de la société HBG,

Considérant que la demande porte sur l'acheminement par hélicoptère de matériaux nécessaires aux travaux préalablement autorisés sur le refuge du Lac d'Allos,

Considérant la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société HBG France (marque Hélicoptères de France) [n°SIREN : 320 228 570], représenté par Monsieur BLANC Renaud, Président directeur, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, ayant pour objet l'héliportage de matériaux nécessaires aux travaux préalablement autorisés sur le refuge du Lac d'Allos.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification

base d'attache : base de Gap-Tallard
nom du pilote : HEIB Dominique
type d'appareil : Ecureuil AS 350 B3 bleu et blanc
n° de l'appareil : F-HHBG

2.2. Nombre de rotations autorisées : 8.

2.3. La trajectoire d'approche de la DZ du parking de la Maison forestière du Laus ainsi que la trajectoire de vol vers la DZ du refuge seront strictement réalisées conformément au plan annexé à la présente.

2.4. Sauf cas de force majeure relevant de la sécurité du vol, aucune autre trajectoire de vol entre les lieux de départ ou d'arrivée n'est autorisée à moins de 1000 m du sol au-dessus du cœur du parc national.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la date du 23 septembre, entre 9h00 et 11h00.

En cas de force majeure, le report des survols **après cette date** est autorisé sous réserve d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour par écrit et 24h à l'avance.

Contact - service territorial « Ubaye-Verdon »

chef de S.T - FRIBOURG Xavier (xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr)

adjoint « Verdon » CULOTTA Jean-Marc (jean-marc.culotta@mercantour-parcnational.fr)

☎ : 04.92.83.04.18

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/raa>).

À Nice, le 16 septembre 2020



La Directrice
du Parc national du Mercantour



Aline COMEAU

Copies :

- service territorial Ubaye-Verdon
- SARL GUIDO (pierre.guido@wanadoo.fr)

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

